



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 2478

Texte de la question

POLITIQUE INDUSTRIELLE

M. le président. La parole est à M. Michel Liebgart, pour le groupe socialiste.

M. Michel Liebgart. Monsieur le Premier ministre, je vous ai regardé attentivement à la télévision hier soir. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Vous avez évoqué en particulier la sidérurgie. À l'instant, Laurent Fabius *(Huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)* vous a interrogé à ce sujet, afin que vous répondiez à l'ensemble de la représentation nationale et aux députés lorrains, inquiets pour l'avenir de cette industrie stratégique pour notre pays. Je souhaite que vous soyez à la hauteur de l'enjeu en répondant maintenant à cette question. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

Nous vous avons d'ailleurs souvent interrogé au cours des dernières années sur ces restructurations. Malheureusement, la réponse fut toujours la même : on ne peut pas influencer la stratégie des grands groupes. Mme Sylvia Bassot. C'est Jospin qui a dit cela !

M. Michel Liebgart. Arcelor, aujourd'hui victime potentielle, a fermé, depuis 2002, un certain nombre d'usines dans le Nord et supprimera bientôt 1 500 emplois dans le Val de Fensch, en Moselle. Aujourd'hui, le Gouvernement est pris à son propre piège du non-interventionnisme et du tout-libéral. Totalement absente du capital d'Arcelor, la France se tourne vers le Luxembourg et la région wallonne qui, malgré leur taille bien plus modeste, détiennent, eux, des actions de ce groupe. Le gouvernement luxembourgeois a du reste mis en oeuvre avec Arcelor un projet d'un milliard d'euros à Esch-Belval, à la frontière entre la France et le Luxembourg. Du côté français, que voit-on ? Rien ! Un État totalement absent, incapable d'investir un centime, ne saisissant même pas l'opportunité qui se présente par l'entremise du pays voisin. C'est pourtant bien en France que les communes concernées ont perdu un tiers, voire la moitié de leur population.

Alors qu'en juillet dernier, le ministre de l'industrie ironisait sur ceux qui brandissent fourches et faucilles,... *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. Monsieur Liebgart, pouvez-vous poser votre question ?

M. Michel Liebgart. ...vous vous étonnez aujourd'hui, monsieur le Premier ministre, que Mittal Steel essaie de racheter Arcelor. Cette attitude n'est évidemment pas de nature à rassurer les populations et les salariés, qui s'interrogent et doutent. Quand allez-vous redécouvrir les vertus d'une véritable politique industrielle ? Comme l'a dit Lionel Jospin *(" Ouh ! " sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire)*, " ce n'est pas parce qu'on ne peut pas tout qu'on ne peut rien ". Vous, vous ne pouvez rien actuellement ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste. - Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. Calmez-vous !

La parole est à M. le ministre délégué à l'industrie. *(Vives protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*
De nombreux députés du groupe socialiste. Villepin : zéro !

M. François Loos, *ministre délégué à l'industrie*. Monsieur le député, je me préparais à vous parler de la sidérurgie française en Lorraine. Mais puisque vous nous attaquez sur un terrain politique, laissez-moi vous dire que c'est nous qui aurions des leçons à vous donner ! *(Mêmes mouvements.)* Qui parle de patriotisme économique ? Allez-vous prétendre que c'est votre politique industrielle qui a permis à la Lorraine de se

relancer, alors que c'est à nous qu'elle doit son redressement ? Nous avons instauré les pôles de compétitivité, nous avons créé l'Agence de l'innovation industrielle, nous sommes en train d'aider toutes les entreprises à devenir des leaders mondiaux dans leur spécialité, et vous osez attaquer notre politique industrielle ! C'est oublier un peu vite ce que votre région lui doit, et que c'est de nous que viennent les réponses !
(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Données clés

Auteur : [M. Michel Liebgott](#)

Circonscription : Moselle (10^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2478

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : industrie

Ministère attributaire : industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 février 2006

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 2 février 2006